

ERM REALISEE DANS LA ZONE DE SANTE DE BANDUNDU DU 20 AU 23 MAI 2025 EH 5896

Contexte

Description de la crise

Entre mars et mai 2025, des pluies abondantes et incessantes se sont abattues sur la majeure partie de la ville de Bandundu, causant des dégâts énormes sur le plan matériel, et occasionnant la montée des eaux des rivières ainsi que la crue des différents cours d'eaux qui traversent la ville de Bandundu. Le débordement de ces eaux a atteint des habitations construites dans les quartiers situés en périphéries de la ville, longeant les abords de ces rivières et cours d'eaux. Des dégâts similaires avaient également été enregistrés au cours de l'année 2024. Sur les 20 quartiers que compte la ville de Bandundu, 7 ont été les plus touchés. Il s'agit notamment des quartiers Buza, Dima-Lumbu, Johovaw, Lwani, Ngamilele, Salamita, Trois rivières, etc.

Certaines des habitations construites en briques à daubes ont été complètement détruites, d'autres endommagés, laissant des milliers de personnes sans-abris, parmi lesquels il y a un nombre important des femmes enceintes et allaitantes, ainsi que des enfants de moins de cinq ans. Des latrines familiales et des infrastructures sociales (écoles, établissements des soins médicaux, points d'eau, etc.) ont également été détruites et endommagés. Des biens et autres effets domestiques de populations civiles ont été emportés. Ces eaux n'ont pas épargné de centaines d'hectares des champs des cultures maraichères et vivrières qui ont été dévastées. Cette situation a été enregistrée dans la plateforme humanitaire sous le numéro <https://www.ehtools.org/alert-view/5896>

Face à cette situation, OCHA a mobilisé du 20 au 23 mai 2025 les partenaires étatiques et humanitaires pour mener une mission conjointe d'évaluation des besoins et de détermination de l'ampleur des dégâts matériels en vue de planifier une réponse adaptée. Outre OCHA, ces partenaires sont CAUSE RURALE, FONDATION KADIMA, ASSOCIATION FEMMES ACTUELLES, DIVAH, DIV DROITS HUMAINS, DIV GFE, DIVINTER, PNUAH et PNSR. Sur le terrain, cette ERM a connu la participation active des différents chefs des quartiers et autres leaders communautaires.



Source des résultats : ¹ EM IC RDS/GDC

Code de l'alerte 5896 5896 5896

Autres codes d'alerte

Date de début de crise 01/03/2025 01/03/2025 01/03/2025

Date de fin de crise En cours En cours En cours

Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée 26251 26251 26251

Taille moyenne ménages 8,2 - 8,2

Accès physique	Voiture		
Accès sécuritaire	Non		
Présence de la MONUSCO	Aucun incident signalé au cours de 2 dernières semaines		
Incidents au cours des 2 dernières semaines			
Couverture tél.	La zone est couverte à (estimation) 100% par les réseaux (vodafone, Airtel, Africell et Orange)		

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés
RDS: Revue de données secondaires
GDC: Groupe de discussion communautaire
OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Dans les quartiers touchés par ces intempéries abondantes, les conséquences humanitaires sont particulièrement préoccupantes. Lors des entretiens en groupes de discussion, les participants ont cité certaines des conséquences, notamment les difficultés que font face les personnes sinistrées pour accéder à la nourriture. Certains ménages déplacés et/ou sans abris se partagent les articles ménagers essentiels avec les communautés hôtes, car la plupart de leurs biens non alimentaires ont été perdus ou abandonnés lors du déplacement brusque en lien avec l'écroulement de leurs habitations. Cette situation s'expliquerait par de cas de précarité alimentaire et de malnutrition observés dans les ménages enquêtés.

D'autres participants ont déploré le manque d'accès à l'eau potable, aux installations sanitaires et aux soins médicaux, susceptible de favoriser la propagation de maladies infectieuses, aggravant la vulnérabilité des personnes sinistrées. La conjonction de la précarité alimentaire, des maladies infectieuses et de l'insuffisance de la prise en charge médicale contribue à une détérioration rapide des conditions de vie des personnes sinistrées et leurs familles hôtes, plus particulièrement chez les femmes enceintes et allaitantes ainsi que chez les enfants de moins de cinq ans. La destruction des infrastructures de base (marchés, écoles, établissements des soins médicaux, etc.), la perte des moyens de subsistance et les problèmes de promiscuité liés aux déplacements forcés de population désorganisent profondément le tissu social et économique local, rendant toute perspective de relèvement à moyen et long terme plus complexe. Ces pluies intenses ont également entraîné d'importantes pertes en biens non alimentaires, et des destructions d'infrastructures publiques.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	2%	1%
18-64 ans	18%	17%
6-17 ans	23%	21%
7 mois-5 ans	10%	9%
0-6 mois	1%	2%
Total	54%	49%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	100%
Nutrition	0%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	0%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	1%
Santé	0%
Education	0%
Nourriture	0%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	6240				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	0%	0%	0%	-	100%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	3%	-	68%	-	28%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rC)	0%	0%	-	-	3%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	0%	-	-	-	100%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	-	-	38%	-	62%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	12%	-	53%	-	35%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	0%	92%	8%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	82%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	1%	4%	94%	2%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la	23%	0%	1%	1%	44%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	9%	-	48%	-	43%
	Disponibilité ET Partage des installations	0%	0%	1%	0%	97%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	77%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	0%	-	-	-	100%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	61%	-	-	-	39%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	100%	-	-	-	0%
Education	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	63%	-	37%	-	0%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers j	10%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Actuellement, les pluies abondantes ont tendance à cesser. La zone se prépare à passer vers la saison sèche. Mais les dégâts humains et matériels causés par ces précipitations excessives sont toujours visibles et ses conséquences se font sentir sur les communautés affectées. Ces dégâts risquent de perdurer sans un accès humanitaire soutenu et des efforts pour adresser les causes profondes de cette vulnérabilité liée à la récurrence des phénomènes météorologiques. Les besoins humanitaires dans la Zone de santé de Bandundu pourront continuer et potentiellement 'aggraver, avec des conséquences dévastatrices pour les populations locales, et risque de voir se développer certaines maladies à caractère épidémique du fait d'une défaillance de la composante eau, hygiène et assainissement dans le milieu. Il est crucial de maintenir une attention soutenue sur cette entité sanitaire et d'intensifier les efforts pour apporter une assistance humanitaire adéquate et promouvoir des solutions durables pour la paix et le développement.

Aucune tension n'a été remontée entre les familles d'accueil et les ménages sinistrés/déplacés. Néanmoins des tensions pourraient naître si les besoins ne sont pas satisfaits. Les familles d'accueil ont affirmé pouvoir aider les ménages sinistrés/déplacés pour un temps limité pour certains et d'autres affirment les assister pour un temps nécessaire. Les ménages sinistrés/déplacés n'envisagent pas retourner dans leurs habitations par manque d'un soutien à la reconstruction.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

Cash physique (en espèces)	100%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	0%
Vouchers / foires	0%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	10%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	0%
Autre	0%

(% de ménages)

100%
0%
0%
10%
0%
0%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	9
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	30
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	15
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	18
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	33
Santé	24
Education	30
Protection (y compris la sécurité)	15
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	0
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

(Fréquence de réponses pondérée)³
Fréquence max. possible: 36

0
9
30
0
15
18
33
24
30
15
0
0
0
0
0

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
■ Déplacés	73%	24%	73
■ Retournés	0%	0%	
■ Communauté hôte / autochtones	27%	76%	27
■ Réfugiés	0%	0%	
■ Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Analyse des mouvements de population

Selon les résultats de cette ERM, quelques 26.415 maisons construites en briques à daube ont été détruites, laissant 6.240 ménages de 31.197 personnes sans-abris. Ces nouveaux ménages sans-abris sont temporairement hébergés par des proches dans les conditions de forte précarité humanitaire. Plus de 3.800 latrines familiales endommagées et plus de 1700 points d'eau détruits. Quelques infrastructures sociales détruits et/ou endommagés (tels que 26 écoles primaires, 5 établissements des soins médicaux, 10 marchés locaux). Des femmes enceintes et allaitantes (plus 19.000 personnes) figurent parmi les sinistrés, déclarant avoir perdu tous leurs biens matériels et leurs effets domestiques. Ces résultats appellent à une mobilisation des partenaires humanitaires à renforcer l'assistance envers ces nouveaux ménages sinistrés par ce même aléa climatique. Certains de quartiers touchés par ces intempéries sont également des zones qui ont accueilli des personnes déplacées en provenance des territoires de Bagata et Kwamouth, fuyant les activités des groupes armés.

Ces données démographiques ont été obtenues à travers les enquêtes porte à porte auprès des ménages sinistrés et déplacés dans les différents quartiers touchés et évalués. Partant des informations partagées par les informateurs clés (IC), la triangulation fait observer que les données démographiques ne coïncident pas avec les informations collectées à travers les enquêtes ménages. Les informateurs clés (particulièrement les chefs de quartiers et les responsables des établissements publics des soins médicaux) ont semblé avoir une maîtrise des données que les ménages affectés. Lors des focus group (GDC), les participants ne souhaitaient pas estimer le nombre des personnes sinistrées et déplacées. C'est la raison pour laquelle les membres de la mission ont considéré les informations fournies par les informateurs clés qui s'avèrent plus fiables.

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)			
Déplacés	6240	6240	6240
Retournés	0	0	
Communauté hôte / autochtones	0	20011	20011
Réfugiés	0	0	
Rapatriés / expulsés	0	0	

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée	26251	26251	26251
---	--------------	--------------	--------------

Taille moyenne des ménages (EM)	8,2	-	8,2
--	------------	----------	------------

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)	73%	31%	1
--	------------	------------	----------

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil	0%	Consensus	20
--	-----------	------------------	-----------

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée	0	-	5120
			5120

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données Mdp EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	31197
Retournés	0
Communauté hôte / autochtones	131227
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	162417

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total		
	n	%	n	%	n	%	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	7	1	12	1	19	1
	115-125 mm	5	0	7	0	12	0
	>125 mm	1		1	0	2	0
	MAG	12	1	19	1	31	1
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	4	1	9	1	13	1
	115-125 mm	3	0	5	0	8	0
	>125 mm	0		1		1	
	MAG	7	100%	14	100%	21	100%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	11	1	21	1	32	1
	115-125 mm	8	0	12	0	20	0
	>125 mm	1		2		3	
	MAG	19	1	33	1	52	1
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	12	0				
	185-230 mm	18	1				
	>230 mm	4	0				
	MAG	30	1				

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans	≥ 2 ans	Total	
	n	n	n	
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	28	40	67
	115-125 mm	29	46	74
	MAG	56	85	141
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	20	23	43
	115-125 mm	30	41	71
	MAG	50	64	114
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	48	63	111
	115-125 mm	58	87	145
	MAG	106	149	255
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	27		
	185-230 mm	29		
	MAG	56		

Analyse Nutrition

Les informations recueillies dans les groupes de discussions relèvent que les ménages sinistrés/déplacés ont un accès très limité à la nourriture en qualité et en quantité suffisante. Ces ménages mangent difficilement une fois par jour et parfois passent de nuits sans manger. Ils développent des stratégies des survies entre autres : travaux journaliers (transport de sable aux bords des rivières et cours d'eaux, travaux champêtres, lessive chez les particuliers, puisage de l'eau pour la population hôte, etc.) pour trouver un peu de moyen financier en vue d'acheter la nourriture. Le niveau de faim est élevé dans les quartiers affectés par ce nième alea climatique à cause de manque de moyen financier, l'afflux récent de personnes sinistrées et déplacées qui augmentent la charge des familles d'accueil en termes d'alimentation. Cette situation est à la base de certains cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans ainsi que chez les femmes enceintes et allaitantes. Ces cas observés ont été orientés vers les établissements publics des soins médicaux, fournissant une alimentation thérapeutique.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		25	
Principales activités de subsistance (EM, IC)²			
Travail journalier	61%	25	
Agriculture de subsistance	38%	25	
Agriculture de rente	0%	0	
Activités de pêche	0%	22	
Activités de chasse / cueillette	0%	5	
Élevage	0%	0	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	14	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	11	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	100%	-	
Non	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Non consensus
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	37%	-	
Non	63%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	4%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	14%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	0%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Non
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	22%	5	
Non	78%	20	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	25	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 25	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM)²			
Production personnelle	100%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	0%	-	
Marché	0%	-	
Travail pour de la nourriture	0%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	1%	-	
Petit commerce	0%	-	
Vente de braises/charbon, etc	0%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	0%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	0%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	0%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	100%	-	5
1-2 semaines	0%	-	3
3-4 semaines	0%	-	1
Plus de 4 semaines	0%	-	
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)⁴			
Acceptable (>42)	3%	-	1
Limite (>28)	68%	-	3
Pauvre (≤28)	28%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)⁵			
Durable (<4)	0%	-	1
Sous pression (<19)	0%	-	3
Crise / urgence (≥19)	100%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

Les résultats sur la sécurité alimentaire relèvent 28% des ménages ont un score de consommation pauvre, 68% des ménages ont un score de consommation limite. Par ailleurs, les ménages font recours aux stratégies négatives de survie telles que la diminution de la portion de repas, la diminution de nombre de repas (1 fois par jour), emprunter de la nourriture, soit manger à tour de rôle un jour sur deux selon le nombre de personnes du ménage. La majorité des ménages enquêtés ne dispose pas des stocks de vivres. L'indice de stratégie de survie indique que la quasi-totalité des ménages sinistrés et déplacés sont dans une situation de crise/d'urgence. Cette situation renseigne que les ménages vivent dans une situation alimentaire préoccupante qui est causée par le manque de moyens financiers et productifs.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 27	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris			
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	43%	-	
En famille d'accueil	8%	-	
Dans un site spontané	0%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	48%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)	
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)			
Maison (construction durable)	1%	0	
Maison (construction non-durable délabrée)	99%	27	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	0%	0	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	0	
Ecole transformée en centre collectif	-	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Promiscuité dans les abris (EM)			
Oui	82%	-	5
Non	18%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)⁷			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	43%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	48%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	1%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	6%		
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	0%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5



Analyse Abris

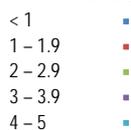
La plupart de personnes sinistrées et déplacées sont dans des familles d'accueil. Certaines sont logées dans les mêmes maisons avec la communauté hôte, d'autres sont accueillies dans les maisons en annexes en paille et abandonnées. Ces maisons d'accueil et/ou abandonnées n'ont pas suffisamment de l'espace pour contenir toutes les familles sinistrées et déplacées. Cette insuffisance en capacité d'accueil provoque des situations de promiscuité comme l'indique la proportion des résultats de l'enquête ménage. La qualité des abris est de mauvais état, exposant les occupants aux intempéries, à l'effondrement des murs de ces maisons et à certaines maladies. Cette situation pourrait être une source des tensions entre les communautés hôtes et les sinistrés/déplacés à l'avenir.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)



Score card AME



EM
(% de ménages)

IC

Sévérité

5%	-	
94%	-	
0%	-	
1%	-	
0%	-	1
1%	-	2
4%	-	3
94%	-	4
2%	-	5

Analyse AME

Lors des enquêtes ménages, 94% de femmes et filles sinistrées ont déclaré n'avoir pas utilisé les kits d'hygiène menstruelle. Ce qui les expose à des graves conséquences pour leur santé, leur protection, leur dignité et leurs droits humains. C'est comme le risque d'infections et de complications gynécologiques, l'augmentation à l'exposition à la violence liée au sexe, au harcèlement et à l'exploitation. Confrontées à des problèmes de promiscuités (abris surpeuplés), ces femmes et filles sinistrées manquent d'intimité, de toilettes sûres et d'accès à l'eau en quantité et qualité suffisante. Ce qui les oblige à adopter des stratégies d'adaptation, compromettant à la fois leur sécurité et leur dignité.

Dans les groupes de discussions, les participants ont déclaré avoir abandonné la quasi-totalité de leurs articles ménagers essentiels à cause de la survenue brusque des conséquences des pluies. Le besoin en AME se fait ressentir pour cette population sinistrée et déplacée. 94% des ménages enquêtés ont un score-card AME supérieur à 3 (seuil de vulnérabilité critique). Lors des visites dans les maisons de ménages enquêtés, il a été observé l'insuffisance des articles comme les ustensiles des cuisines, les supports de couchages, les bidons, les bassines, les outils aratoires et les couvertures. Les ménages ont déclaré que ces articles sont au marché mais qu'ils n'ont pas de moyens financiers pour s'en procurer. Les ménages hôtes ont affirmé qu'ils partagent leurs AME avec des familles sinistrées et déplacées. L'insuffisance de AME risquerait d'entraîner des tensions entre les ménages hôtes et les déplacés à la longue.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 28	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA			
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinetts privés	-	2	
Robinetts public / bornes fontaines	-	1	
Puits à pompe / forage	-	1	
Puits creusé aménagé	-	7	
Source naturelle aménagée	-	1	
Source naturelle non-aménagée	-	2	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	1486	
Camion-citerne	-	1	
Charrette avec petite citerne	-	1	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	1	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	1	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	46%	-	1
Source non-améliorée	53%	-	3
Eau de surface	1%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	77%	-	4
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	70%	30%	0%
De 31 minutes à 2 heures			
Plus de 2 heures			
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	29%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	58%	7	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	18%	17	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	0%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	49%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	22%	26	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	14%	9	
L'eau est trop chère	18%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	15%	23	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	22%	9	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA			
		28	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	44%	-	
Les hommes adultes	2%	-	
Les femmes adultes	54%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-	
Les filles de moins de 18 ans	56%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	23%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	0%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	16%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	1%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	14%	-	3
Accès à de l'eau de surface uniquement	1%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	44%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	9%	-	1
Oui, eau seulement	48%	-	3
Non	43%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)		Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	0%	-	
Non	100%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	0%	-	
Non	100%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	28	
Eau stagnante	-	28	
Déchets solides domestiques	-	28	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	28	
Rongeurs / rats	-	28	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 28	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA			
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	1%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	97%	-	5

Analyse EHA
 Les résultats indiquent que la plupart des personnes interrogées ont affirmé avoir accès aux points d'eau non aménagés pour boire, pour cuisiner, pour l'hygiène corporelle et pour les travaux domestiques. Les principaux problèmes empêchant l'accès à l'eau dans la zone sont : l'insuffisance des récipients pour stocker l'eau et le problème de la qualité de l'eau. Les conditions hygiéniques sont par ailleurs préoccupantes dans la zone. Certains ménages sinistrés n'ont pas des latrines et font la défécation à l'air libre et dans les rivières, mais aussi ils n'ont pas de dispositifs de lavage des mains dans leurs abris, ce qui serait à la base de la diarrhée des enfants de moins de cinq ans.

Santé

		IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 28	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé			
Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		52%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		14%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		34%	-
Autre		0%	-
Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		53%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		16%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		30%	-
Autre		0%	-
Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)			
			Reste à la maison / se soigne soi-même
Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure		66%	-
Entre 1 heure et 2 heures		34%	-
Entre 2 heures et une demi-journée		0%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible		0%	-
Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)			
A la maison avec famille	-	0	-
A la maison avec sage-femme	-	0	-
A la maison avec infirmier	-	9	-
Centre de santé / d'accueil	-	15	-
Autre	-	0	-
Ne sait pas	-	0	-

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		28	
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	10	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	2	
Manque de médicaments	-	21	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	28	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	22	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	10	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	14	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	7	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	11	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	77%	-	4
Fièvre	100%	-	
Toux	100%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	100%	-
Non	0%	-
Ne sait pas	0%	-



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	14	56
Infection Respiratoire Aigue	7	4
Diarrhées aiguës	10	63
Typhoïde	0	51
Malnutrition aigue globale	11	47
Rougeole	6	9
Choléra	0	0
Fièvre jaune	2	7
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Non consensus
Non, manque modéré / Non, manque grave
Oui, beaucoup

Analyse Santé

Les établissements des soins médicaux existent dans la Zone de santé de Bandundu. Les soins ne sont pas offerts gratuitement. Pas de structure de prise en charge pour certains cas spécifique et/ou certaines catégories tel que les enfants mal nourris, etc. Les malades qui nécessitent des soins appropriés doivent parcourir plusieurs kilomètres pour rencontrer le médecin. D'autres par manque de moyen font l'automédication. Les résultats de IC relèvent qu'actuellement, les maladies le plus fréquentes dans la zone sont : le paludisme, la diarrhée aiguës, la fièvre typhoïde et l'infection respiratoire. Les informateurs clés ont alerté sur l'insuffisance des médicaments et des équipements médicaux dans les établissements des soins médicaux des quartiers visités.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 25	Sévérité
--	----------------------	--	----------

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection

Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)

Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	100%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Non	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	1	

Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)

Présence de PSH	39%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	8	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	21	-	
Nombre total de personnes âgées	5	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

- Rien à signaler / Pas de problème
- Meurtre
- Mutilations / coups et blessures
- Violences intercommunautaires
- Violences sexuelles
- Enlèvements ou tentatives d'enlèvement
- Blessés / morts dus aux mines
- Mariage forcé / précoce
- Violences conjugales
- Séparation des familles
- Pillage / vol / cambriolage
- Pillage du bétail
- Arrestations arbitraires
- Harcèlement ou divulgation de renseignements
- Recrutements / enrôlements forcés
- Démobilisation d'acteurs armés
- Travaux forcés
- Autre
- Ne sait pas
- Ne se prononce pas

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	0	0	0	0
Meurtre	0	0	0	0
Mutilations / coups et blessures	0	0	5	0
Violences intercommunautaires	7	0	5	0
Violences sexuelles	7	5	0	25
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	0	0	0	0
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	0	0	0	25
Violences conjugales	0	25	0	0
Séparation des familles	0	11	0	4
Pillage / vol / cambriolage	11	0	8	0
Pillage du bétail	0	0	0	0
Arrestations arbitraires	23	0	17	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	12	9	7	10
Recrutements / enrôlements forcés	0	0	0	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	0	0	2	0
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	5%	-
Déni d'accès à des services	1%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	4%	-
Pas de cas dans le ménage	0%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	11%	-
Déni d'accès à des services	1%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	1%	-
Travail forcé	0%	-
Pas de cas dans le ménage	0%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		25	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	85%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	0%	-	
Viol	9%	-	
Agression sexuelle	4%	-	
Violence physique ou harcèlement	4%	-	
Mariage forcé	1%	-	
Déni d'accès à des services	1%	-	
Abus psychologique / émotionnel	0%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	25	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	0	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	11	
Accaparement des terres	-	0	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0	
Accès à la terre pour les PDI	-	0	
Augmentation du coût du loyer	-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	3	
Destruction des cultures ou des animaux	-	0	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	14	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

Analyse Protection

Dans les discussions de groupes, les participants ont déclaré que les personnes sinistrées entretiennent une relation généralement positive avec la communauté hôte. Ces déclarations sont similaires à celles des informateurs clés. Cependant, cette dynamique pourrait se détériorer en raison de l'insuffisance des ressources disponibles. Les ménages hôtes expriment leur volonté d'assister les ménages sinistrés et déplacés pour une durée indéterminée, mais ils soulignent également que la présence des sinistrés et déplacés représente une charge supplémentaire. La zone est sécurisée par la police, mais des problèmes persistent. La plupart des jeunes filles dans les quartiers visités se marient précocement, souvent en raison de pressions sociales et économiques. De plus, l'existence de bistros (Nganda) dans lesquels des boissons fortement alcoolisées sont vendues, contribue à des incidents de protection, notamment le harcèlement sexuel, le vol et les violences physiques. Les jeunes filles et garçons sont également exposés à des risques accrus, tels que la consommation de drogues, le travail forcé et les grossesses précoces non désirées. Certaines adolescentes sont exposées au risque de violences sexuelles parce qu'elles doivent parcourir des longues distances à la recherche de l'eau potable. Les cas de violence basée sur le genre ne sont souvent pas dénoncés, car les familles préfèrent régler ces situations à l'amiable, ce qui peut perpétuer le cycle de la violence et de l'impunité.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 28	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education			
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	63%	-	1
Plus de 1 heure	37%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	0%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	3%	-	
Non	97%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)			
		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	6	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	4	
Dehors / sous les arbres	-	4	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	8%	-	
Filles (Primaire)	8%	-	
Garçons (Secondaire)	13%	-	
Filles (Secondaire)	12%	-	
Total	10%	-	1
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	100%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	0%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires
 Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire
 Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)
 Elles / Ils doivent travailler à la maison
 Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité
 Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)
 Mariage précoce / mariage forcé
 Grossesse précoce
 Faim
 La route pour aller à l'école est trop dangereuse
 Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)
 Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)
 L'école est trop loin
 L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller
 Autre
 Ne sait pas
 Ne se prononce pas

(Fréquence de réponses pondérée)³

	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	0	0
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	23	23
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	0	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	5	5
Autre	0	0
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	1%
Avant la crise	-	8%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	4%
Avant la crise	-	8%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	5,833333333
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	2

Analyse Éducation

Les participants aux groupes de discussions ont affirmé que l'enseignement primaire est gratuit, tous les enfants en âge scolaire vont à l'école. Actuellement, certaines écoles primaires ont été détruites par des fortes pluies. Face à cette situation, des milliers d'élèves se retrouvent sans un lieu où poursuivent leur enseignement. Sans une assistance urgente, certains enfants sinistrés courent le risque d'abandonner les études.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		36	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	100%	-	
Nutrition	0%	0	
Abris	0%	0	
AME	0%	0	
EHA	1%	0	
Santé	0%	0	
Education	0%	0	
Nourriture	0%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	9	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	30	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	15	
AME	-	18	
EHA	-	33	
Santé	-	24	
Education	-	30	
Protection (y compris la sécurité)	-	15	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	100%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	0%	-	
Vouchers / foires	0%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	10%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	0%	-	
Autre	0%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	4%	-
Où recevoir l'assistance	11%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	11%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	8%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	0%	-
Comment donner son feedback	0%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	1%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	0%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	0%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	6%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	75%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	10%	-
SMS	0%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	0%	-
Crieurs publics avec mégaphones	9%	-
Au travers des leaders communautaires	0%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-
Organisations / comités de femmes	0%	-
Autorités locales gouvernementales	1%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	6%	-
Boîte à plaintes	9%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	81%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	4%	-
SMS	0%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	0%	-
Crieurs publics avec mégaphones	6%	-
Au travers des leaders communautaires	0%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	0%	-
Organisations / comités de femmes	0%	-
Autorités locales gouvernementales	0%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre (préciser)	1%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

Depuis le début de cette nouvelle crise climatique, les personnes sinistrées et déplacées n'ont pas encore reçu une assistance humanitaire. Leurs besoins prioritaires sont : la nourriture, les AME, les soins de santé et l'EHA. Par rapport aux modalités de réception de l'assistance, 100% des enquêtés préfèrent le cash physique. Pour les enquêtés, cette modalité est la plus sûre et efficace car elle offre la possibilité de répondre aux besoins multisectoriels selon les priorités de leurs ménages respectifs. Par ailleurs, comme moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire, ils ont préféré le face à face et la modalité préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire est le face à face avec un staff humanitaire, l'appel téléphonique ou à travers un leaders communautaire.

Conclusions générales et commentaires

Les résultats présentés dans ce rapport ont été obtenus à travers les enquêtes ménages (EM), les entretiens avec les informateurs clés (IC) et les groupes de discussion (GDC). Ces résultats renseignent que les besoins prioritaires exprimés par les ménages sont la nourriture, les Articles Ménagers Essentiels (tels que ustensiles de cuisine, bidons, vêtements, sacs de couchage, etc.), les soins de santé ainsi que l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (EHA). Selon les ménages, la modalité d'assistance à privilégier est le cash physique.

Au regard du nombre d'incidents signalés lors de cette enquête, une assistance en matière de protection devrait également être envisagée, y compris celle en construction d'abris pour permettre aux personnes sinistrées et déplacées de ne pas continuer à vivre dans la promiscuité avec les familles d'accueil qui peut être à la base des tensions dans les jours à venir. La zone de Bandundu étant agricole, une assistance en relance de la production agricole s'avère essentielle pour renforcer la résilience alimentaire des ménages sinistrés et déplacés. Une attention très particulière doit être accordée à certains groupes vulnérables notamment des femmes enceintes et allaitantes ainsi des enfants de moins de cinq ans.

Enfin, les enquêtes auprès des ménages et informateurs clés ont révélé que le nombre total des sinistrés et déplacés en lien avec ces pluies est de 50.549 personnes sur une population de 131.227 habitants des quartiers touchés. Ce qui représente 39% de la forte pression démographique sur les ressources disponibles.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés" et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.

2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.

3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport : Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.

4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».

5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».

6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".

7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.

8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).

9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)